

Op de voordracht van Onze Minister-Voorzitter, tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, en gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 2 juli 1990 genomen beslissing,

Besluiten :

Artikel 1. Aan de Voorzitter en de Plaatsvervangende Voorzitter van de Departementale Raad van Beroep wordt een presentiegeld voor een bedrag van negenhonderd vijfenzeventig frank (F 975) per vergadering toegekend.

Art. 2. De Voorzitter en de Plaatsvervangende Voorzitter die, bij de uitoefening van hun functies, moeten reizen, hebben recht op de terugbetaling van hun verblijfkosten, overeenkomstig de algemene regeling toepasselijk op de Rijksambtenaren.

Wanneer ze geen Rijksambtenaren zijn, worden de voorzitter en de plaatsvervangende voorzitter gelijkgesteld met ambtenaren van de rangen 15 tot 17.

Art. 3. De Voorzitter en de Plaatsvervangende Voorzitter ontvangen voor hun reizen per spoor, van hun verblijfplaats naar de vergaderplaats van de Departementale Raad van Beroep, reisorders die tegen reisbiljetten eerste klasse moeten worden omgewisseld.

De Minister-Voorzitter, tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behort, kan, bij besluit, de Voorzitter en de Plaatsvervangende Voorzitter toelaten, onder de door hem te bepalen voorwaarden, hun eigen wagen te gebruiken in het belang van hun functies.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1989.

Brussel, 11 juli 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,
V. FEAUX

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F 90 — 2597

30 AVRIL 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon définissant, pour les années 1990 à 1994, les critères de répartition de la part de 5 % de la dotation générale annuelle visée à l'article 3 du décret du Conseil régional wallon du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du Conseil régional wallon du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980 et 16 juin 1989;

Considérant que la présente dotation est fixée par le décret du 20 juillet 1989 qui prévoit pour la dotation générale des communes, des avances en février et en mai de chaque année;

Considérant que la liquidation de cette dotation aux communes est donc urgente puisqu'elle est déjà partiellement en retard par rapport à celle liquidée selon les critères du décret précité;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1^{er}. La part de 5 % visée à l'article 3 du décret du Conseil régional wallon du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes est répartie pour les années 1990 à 1994, entre les communes de la Région wallonne suivant les critères définis dans le présent arrêté.

Art. 2. 27 % de la part visée à l'article 1^{er} sont répartis par parts égales entre les communes de Charleroi et de Liège.

Art. 3. 73 % de la part visée à l'article 1^{er} sont répartis entre les autres communes de la Région wallonne suivant les modalités des articles 4 à 19.

Art. 4. Il est attribué aux communes visées à l'article 3, une allocation forfaitaire de 500 000 francs, lorsque leur Centre public d'Aide sociale affecte, à temps plein ou à temps partiel, un travailleur social à la mission de coordination prévue à l'article 62 de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'Aide sociale.

Ce forfait est majoré d'un montant de 100 000 francs par Centre public d'Aide sociale qui s'associe par convention au Centre public d'Aide sociale visé à l'alinéa précédent. Dans cette éventualité, la convention détermine les parts de l'allocation revenant à chacune des communes concernées.

Lorsque la mission de coordination est assurée par un travailleur social à temps partiel, les montants sont réduits à due concurrence, les prestations étant comptées en dixièmes.

Art. 5. Après attribution des allocations visées à l'article 4, le solde de la dotation mentionnée à l'article 3 est réparti de la manière suivante :

1^o 25 % au prorata des subventions obtenues par le Centre public d'Aide sociale pour l'octroi du droit à un minimum de moyens d'existence;

2^o 10 % au prorata du nombre de lits agréés de maisons de repos pour personnes âgées et/ou de maisons de repos et de soins, gérés par le Centre public d'Aide sociale ainsi qu'au prorata des parts prises par le Centre public d'Aide sociale dans les intercommunales et/ou les associations visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale gérant ce type d'établissements;

3° 6 % au prorata du nombre de lits agréés d'établissements ayant pour objet l'hébergement d'enfants mineurs, gérés par le Centre public d'Aide sociale;

4° 8 % au prorata du nombre de repas servis à domicile, soit par un service du Centre public d'Aide sociale, soit par un service privé ou public avec lequel le Centre public d'Aide sociale a passé une convention écrite;

5° 5 % au prorata des charges nettes supportées par le Centre public d'Aide sociale dans le cadre de services de soins à domicile organisés par le Centre public d'Aide sociale ou prestés sous convention écrite avec ce dernier;

6° 12 % au prorata du nombre d'heures prestées par des services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées sous convention écrite avec le Centre public d'Aide sociale ou organisés par ce dernier;

7° 1 % au prorata des charges nettes supportées par le Centre public d'Aide sociale pour l'hébergement de personnes âgées dans des maisons de repos et/ou des maisons de repos et de soins, à but non lucratif, agréées, dont le Centre public d'Aide sociale n'assure par la gestion en propre ou en participation;

8° 25 % au prorata du nombre de travailleurs sociaux que le Centre public d'Aide sociale occupe en cette qualité;

9° 6 % au prorata des frais justifiés supportés par le Centre public d'Aide sociale et directement liés au placement d'un usager dans un dispositif d'insertion socio-professionnelle.

Art. 6. Les critères définis à l'article 5 sont, avant répartition, multipliés par le coefficient fiscal et le facteur correcteur visés aux articles 15 et 17 du décret du Conseil régional wallon du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes.

Art. 7. Le critère visé à l'article 5, 2°, multiplié comme indiqué à l'article 6, est en outre affecté d'un coefficient établi par arrondissement administratif, sans que les données relatives aux communes de Charleroi et de Liège soient prises en compte.

Ce coefficient s'établit comme suit :

— la population âgée de plus de 65 ans, selon le dernier recensement général de la population, est divisée par la population totale de l'arrondissement; il est opéré de même pour la population de la Région wallonne;

— est ensuite établie la différence entre d'une part le résultat obtenu par arrondissement et d'autre part le résultat obtenu pour la Région wallonne;

— la différence, positive ou négative, est ajoutée avec son signe à l'unité pour former le coefficient visé à l'alinéa précédent.

Art. 8. Les forfaits visés à l'article 4 sont attribués sur la proposition des Ministres chargés des Affaires sociales de la Communauté française et de la Communauté germanophone.

Ils sont comptés pour totalité ou pour moitié, selon que la coordination sociale est organisée au 1^{er} janvier ou au 1^{er} juillet de l'année de répartition.

Art. 9. Les subventions de « minimex » visées au 1° de l'article 5 sont celles qui résultent de la pénultième année précédant l'exercice de répartition.

Art. 10. Le nombre de lits visé au 2° et 3° de l'article 5 est celui arrêté au 31 décembre de la pénultième année précédant l'exercice de répartition.

Art. 11. Le nombre de repas à domicile visé au 4° de l'article 5 est le nombre de repas servis au cours de la pénultième année précédant l'exercice de répartition.

Art. 12. Les charges nettes visées au 5° de l'article 5 résultent, soit des comptes de la pénultième année précédant l'exercice de répartition dans l'hypothèse de services de soins à domicile organisés par le Centre public d'Aide sociale, soit de la convention écrite signée par ce dernier dans l'hypothèse de soins à domicile assurés par un service privé ou public sous convention.

Art. 13. Le nombre d'heures visées au 6° de l'article 5 est le nombre d'heures prestées par les aides familiales et les aides seniors auprès des bénéficiaires au cours de la pénultième année précédant l'exercice de répartition et qui ont fait l'objet d'une intervention financière du Centre public d'Aide sociale.

Art. 14. Les charges nettes visées au 7° de l'article 5 résultent des comptes de la pénultième année précédant l'exercice de répartition.

Art. 15. Les travailleurs sociaux visés au 8° de l'article 5 sont ceux occupés au 31 décembre de la pénultième année précédant l'exercice de répartition à l'exclusion des personnes sous statut précaire (CMT, CST, TCT, stagiaires ONEM, contractuels subventionnés et autres). Pour les travailleurs sociaux à temps partiel, les prestations sont comptées en dixièmes.

Art. 16. Le placement dans un dispositif d'insertion socio-professionnelle visé au 9° de l'article 5 du présent arrêté doit résulter d'un contrat de travail et d'un contrat sociopédagogique. Seront seuls pris en compte les frais pris en charge par les CPAS en application de l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des CPAS tels qu'ils résultent des comptes de la pénultième année précédant l'exercice de répartition.

Art. 17. Pour l'application de l'article 6 sont pris en considération :

1° le produit de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques communiqué par le Ministère des Finances pour l'avant-dernier exercice d'imposition qui précède celui de la répartition;

2° le montant des redevances et impôts communaux autres que la taxe visée au 1° et portés en droit constatés, propres à l'exercice, au service ordinaire des comptes communaux de la pénultième année qui précède celle de la répartition;

3° le revenu cadastral imposable résultant des renseignements communiqués par l'administration centrale du Cadastre du Ministère des Finances et se rapportant à l'avant-dernier exercice d'imposition qui précède celui de la répartition.

Art. 18. Une avance égale à 50 % de la dotation octroyée aux communes pour l'année précédant celle de la répartition, est liquidée dans le courant du mois de février.

Le solde est liquidé dès que les paramètres de répartition sont à disposition, et au plus tard le 31 décembre de l'année de répartition.

Art. 19. Les dispositions de l'article 29 du décret du 20 juillet 1989 du Conseil régional wallon fixant les règles du financement général des communes wallonnes sont applicables au présent arrêté.

Art. 20. L'Exécutif peut revoir annuellement le montant des forfaits mentionnés à l'article 4.

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 22. Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne est chargé de l'exécution du présent arrêté et délégué pour la liquidation des dotations et avances.

Namur, le 30 avril 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de l'Economie, des P.M.E.
et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. COOLS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D-90 — 2597

30. APRIL 1990. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive, durch den die Kriterien für die Verteilung des in Artikel 3 des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 20. Juli 1989 zur Festlegung der Regeln der allgemeinen Finanzierung der wallonischen Gemeinden erwähnten Anteils von 5 % der jährlichen allgemeinen Dotation für die Jahre 1990 bis 1994 bestimmt werden

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 20. Juli 1989 zur Festlegung der Regeln der allgemeinen Finanzierung der wallonischen Gemeinden;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980 und vom 16. Juni 1989;

In der Erwägung, daß vorliegende Dotation durch das Dekret vom 20. Juli 1989 festgelegt wird, welches für die allgemeine Dotation der Gemeinden Vorschüsse im Februar und im Mai eines jeden Jahres vorsieht;

In der Erwägung, daß diese Dotation den Gemeinden also dringend ausgezahlt werden muß, da ihre Auszahlung im Verhältnis zu derjenigen, die gemäß den Kriterien der vorerwähnten Dekrets erfolgen muß, bereits teilweise in Verzug geraten ist;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Aufgrund des Vorschlags des Ministers der Lokalen Behörden, der Bezuschuften Arbeiten und des Wassers für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Der in Artikel 3 des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 20. Juli 1989 zur Festlegung der Regeln der allgemeinen Finanzierung der wallonischen Gemeinden erwähnte Anteil von 5 % wird für die Jahre 1990 bis 1994 unter die Gemeinden der Wallonischen Region gemäß den in vorliegendem Erlaß bestimmten Kriterien verteilt.

Art. 2. 27 % des in Artikel 1 erwähnten Anteils werden zu gleichen Teilen unter die Gemeinden Charleroi und Lüttich verteilt.

Art. 3. 73 % des in Artikel 1 erwähnten Anteils werden unter die anderen Gemeinden der Wallonischen Region gemäß den Modalitäten der Artikel 4 bis 19 verteilt.

Art. 4. Den in Artikel 3 erwähnten Gemeinden wird eine Pauschalzulage von 500 000 Franken zugeteilt, wenn ihr Öffentliches Sozialhilfezentrum einen Sozialarbeiter vollzeitig oder teilzeitig für die in Artikel 62 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die Öffentlichen Sozialhilfezentren vorgesehene Koordinierungsaufgabe einsetzt.

Die Pauschale wird um einen Betrag von 100 000 Franken je Öffentliches Sozialhilfezentrum erhöht, das sich durch Vertrag mit dem in vorangehendem Absatz erwähnten Öffentlichen Sozialhilfezentrum zusammenschließt. Im diesem Fall bestimmt der Vertrag den jeweiligen Anteil der betreffenden Gemeinden an der Zulage.

Wenn die Koordinierungsaufgabe vom einem teilzeitbeschäftigten Sozialarbeiter wahrgenommen wird, werden die Beträge dementsprechend verringert, da die Leistungen in Zehnteln berechnet werden.

Art. 5. Nach Zuteilung der in Artikel 4 erwähnten Zulagen wird der Restbetrag der in Artikel 3 erwähnten Dotation folgendermaßen verteilt :

1° 25 % im Verhältnis zu den Zuschüssen, die das Öffentliche Sozialhilfezentrum für die Bewilligung des Rechtes auf ein Existenzminimum erhalten hat;

2° 10 % im Verhältnis zur Anzahl zugelassener Betten von Altenheimen bzw. Erholungs- und Pflegeheimen, die das Öffentliche Sozialhilfezentrum verwaltet, sowie im Verhältnis zu den Anteilen des Öffentlichen Sozialhilfezentrums bei den Interkommunalen bzw. bei den in Kapitel XII des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die Öffentlichen Sozialhilfezentren erwähnten Vereinigungen, die diese Art von Einrichtungen verwalten;

3° 8 % im Verhältnis zur Anzahl zugelassener Betten von Einrichtungen zur Beherbergung von Minderjährigen, die das Öffentliche Sozialhilfezentrum verwaltet;

4° 8 % im Verhältnis zur Anzahl Mahlzeiten, die entweder von einem Dienst des Öffentlichen Sozialhilfezentrums oder vom einem privaten oder öffentlichen Dienst, mit dem das Öffentliche Sozialhilfezentrum einen schriftlichen Vertrag abgeschlossen hat, ins Haus geliefert werden;

5° 5 % im Verhältnis zu den Nettoaufwendungen, die das Öffentliche Sozialhilfezentrum im Rahmen von Hauspflegediensten trägt, welche vom Öffentlichen Sozialhilfezentrum organisiert oder aufgrund eines schriftlichen Vertrags mit letzterem geleistet werden;

6° 12 % im Verhältnis zur Anzahl Stunden, die von zugelassenen Familien- und Seniorenhilfsdiensten geleistet werden, für die ein schriftlicher Vertrag mit dem Öffentlichen Sozialhilfezentrum besteht oder die von letzterem organisiert werden;

7° 1 % im Verhältnis zu den Nettoaufwendungen, die das Öffentliche Sozialhilfezentrum für die Beherbergung von Betagten in zugelassenen Altenheimen bzw. Erholungs- und Pflegeheimen trägt, die keine Gewinnerzielungsabsicht verfolgen und die das Öffentliche Sozialhilfezentrum weder auf eigene Rechnung noch auf gemeinschaftliche Rechnung verwaltet;

8° 25 % im Verhältnis zur Anzahl Sozialarbeiter, die das Öffentliche Sozialhilfezentrum in dieser Eigenschaft beschäftigt;

9° 6 % im Verhältnis zu den gerechtfertigten Kosten, für die das Öffentliche Sozialhilfezentrum aufkommt und die in direktem Zusammenhang mit der Vermittlung eines Arbeitnehmers in Rahmen der sozialen Eingliederung über den Beruf stehen.

Art. 6. Die in Artikel 5 bestimmten Kriterien werden vor der Verteilung mit dem Steuereffizienten und dem Berichtigungsfaktor multipliziert, die in den Artikeln 15 und 17 des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 20. Juli 1989 zur Festlegung der Regeln der allgemeinen Finanzierung der wallonischen Gemeinden erwähnt sind.

Art. 7. Das in Artikel 5 Nr. 2 erwähnte Kriterium, das gemäß Artikel 6 multipliziert worden ist, wird ferner mit einem Koeffizienten multipliziert, der pro Verwaltungsbezirk festgelegt wird, ohne daß die Angaben bezüglich der Gemeinde Charleroi und Lüttich berücksichtigt werden.

Dieser Koeffizient wird wie folgt festgelegt :

— Die Bevölkerung über 65 Jahre, so wie sie aus der letzten allgemeinen Volkszählung hervorgeht, wird durch die Gesamtbevölkerung des Bezirks geteilt; es wird auf gleiche Weise für die Bevölkerung der Wallonischen Region vorgegangen;

— Anschließend wird die Differenz zwischen einerseits dem pro Bezirk ermittelten Ergebnis und andererseits dem für die Wallonische Region ermittelten Ergebnis festgestellt;

— Die positive oder negative Differenz wird mit ihrem Zeichen zu der Einheit hinzugefügt, um dem im vorangehenden Absatz erwähnten Koeffizienten zu bilden.

Art. 8. Die in Artikel 4 erwähnten Pauschalen werden auf Vorschlag der mit den Sozialen Angelegenheiten beauftragten Minister der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft zugeteilt.

Sie werden ganz oder zur Hälfte ausgezahlt, je nachdem ob die soziale Koordinierung am 1. Januar oder am 1. Juli des Verteilungsjahres organisiert wird.

Art. 9. Die in Nummer 1 des Artikels 5 erwähnten Zuschüsse für das Existenzminimum sind diejenigen, die aus dem zweitletzten Jahr vor dem Verteilungsjahr hervorgehen.

Art. 10. Die in den Nummern 2 und 3 des Artikels 5 erwähnte Anzahl Betten ist diejenige, die am 31. Dezember des zweitletzten Jahres vor dem Verteilungsjahr festgestellt worden ist.

Art. 11. Die in Nummer 4 des Artikels 5 erwähnte Anzahl ins Haus gelieferter Mahlzeiten ist die Anzahl Mahlzeiten, die im Laufe des zweitletzten Jahres vor dem Verteilungsjahr geliefert worden sind.

Art. 12. Die in Nummer 5 des Artikels 5 erwähnten Nettoaufwendungen ergeben sich entweder aus den Rechnungen des zweitletzten Jahres vor dem Verteilungsjahr, wenn die Hauspflegedienste vom Öffentlichen Sozialhilfezentrum organisiert werden, oder aus dem von letzterem unterzeichneten schriftlichen Vertrag, wenn die Hauspflegedienste von einem vertraglich gebundenen privaten bzw. öffentlichen Dienst gewährleistet werden.

Art. 13. Die in Nummer 6 des Artikels 6 erwähnte Anzahl Stunden ist die Anzahl Stunden, die die Familienhelfer und die Seniorenhelfer im Laufe des zweitletzten Jahres vor dem Verteilungsjahr bei den Leistungsempfängern geleistet haben und die den Gegenstand einer finanziellen Beteiligung des Öffentlichen Sozialhilfezentrums gebildet haben.

Art. 14. Die in Nummer 7 des Artikels 5 erwähnten Nettoaufwendungen ergeben sich aus den Rechnungen des zweitletzten Jahres vor dem Verteilungsjahr.

Art. 15. Die in Nummer 8 des Artikels 5 erwähnten Sozialarbeiter sind diejenigen, die am 31. Dezember des zweitletzten Jahres vor dem Verteilungsjahr beschäftigt waren; dies gilt nicht für die Personen mit ungewissem Statut (beschäftigte Arbeitslose, im Rahmen des zeitweiligen Sonderstellenplans oder des dritten Beschäftigungssektors eingestellte Personen, LAAB-Praktikanten, bezuschusstes Vertragspersonal und sonstiges Personal). Für teilzeitbeschäftigte Sozialarbeiter werden die Leistungen in Zehnteln gerechnet.

Art. 16. Die in Nummer 9 des Artikels 5 vorliegenden Erlasse erwähnte Vermittlung im Rahmen der sozialen Eingliederung über den Beruf muß aus einem Arbeitsvertrag und einem sozialpädagogischen Vertrag hervorgehen. Es werden nur die in Anwendung von Artikel 60, § 7, des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die ÖSHZ von den ÖSHZ übernommenen Kosten berücksichtigt, so wie sie aus den Rechnungen des zweitletzten Jahres vor dem Verteilungsjahr hervorgehen.

Art. 17. Für die Anwendung von Artikel 6 wird folgendes berücksichtigt :

1° das für das zweitletzte Steuerjahr vor demjenigen der Verteilung vom Ministerium der Finanzen mitgeteilte Aufkommen der Gemeindezuschlagsteuer zu der Steuer auf die natürlichen Personen;

2° den Betrag der anderen Gemeindegebühren und -steuern als der in Nummer 1 erwähnten Steuer, die als festgestellte Anrechte für das Rechnungsjahr in den ordentlichen Dienst der Gemeinderechnungen des zweitletzten Jahres vor demjenigen der Verteilung eingetragen sind;

3° das steuerpflichtige Katastereinkommen, das aus den von der Zentralverwaltung des Katasteramtes des Ministeriums der Finanzen mitgeteilten Angaben in bezug auf das zweitletzte Steuerjahr vor demjenigen der Verteilung hervorgeht.

Art. 18. Ein Vorschuß von 50 % der Dotation, die den Gemeinden für das Jahr vor demjenigen der Verteilung gewährt wird, wird im Laufe des Monats Februar ausgezahlt.

Der Restbetrag wird ausgezahlt, sobald die Verteilungsparameter verfügbar sind, und zwar spätestens am 31. Dezember des Verteilungsjahres.

Art. 19. Die Bestimmungen von Artikel 29 des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 20. Juli 1989 zur Festlegung der Regeln der allgemeinen Finanzierung der wallonischen Gemeinden finden Anwendung auf den vorliegenden Erlaß.

Art. 20. Die Exekutive kann den Betrag der in Artikel 4 erwähnten Pauschalen jährlich revidieren.

Art. 21. Vorliegender Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 22. Der Minister der Lokalen Behörden, der Bezuschuften Arbeiten und des Wassers für die Wallonische Region ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses und mit der Auszahlung der Dotationen und Vorschüsse beauftragt.

Namür, den 30. April 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Lokalen Behörden, der Bezuschuften Arbeiten und des Wassers für die Wallonische Region,

A. COOLS

—
VERTALING
—

—
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST
—

N 90 — 2597

30 APRIL 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende bepaling, voor de jaren 1990 tot 1994, van de omslagcriteria van het aandeel van 5 % der jaarlijkse algemene dotatie bepaald in artikel 3 van de Waalse Gewestraad van 20 juli 1989 tot vaststelling van de regelen inzake algemene financiering van de Waalse gemeenten

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 20 juli 1989 tot vaststelling van de regelen inzake algemene financiering van de Waalse gemeenten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980 en 18 juni 1989;

Overwegende dat onderhavige dotatie vastgesteld wordt door het decreet van 20 juli 1989 dat elk jaar in februari en mei voorschotten voor de algemene dotatie van de gemeenten voorziet;

Overwegende dat de vereffening van die dotatie aan de gemeenten dus dringend is, aangezien zij reeds gedeeltelijk te laat is in verhouding tot dat welk volgens de criteria van voornoemd decreet werd vereffend;

Gelet op de dringendheid;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

Besluit :

Artikel 1. Het aandeel van 5 % bedoeld in artikel 3 van het decreet van de Waalse Gewestraad van 20 juli 1990 tot vaststelling van de regelen inzake algemene financiering van de Waalse gemeenten wordt, voor de jaren 1990 tot 1994, volgens de in onderhavig besluit bepaalde criteria omgeslagen over de gemeenten van het Waalse Gewest.

Art. 2. 27 % van het in artikel 1 bedoelde aandeel wordt omgeslagen bij gelijke aandelen over de gemeenten Charleroi en Luik.

Art. 3. 73 % van het in artikel 1 bedoelde aandeel wordt overeenkomstig de modaliteiten van de artikelen 4 tot 19 omgeslagen over de overige gemeenten van het Waalse Gewest.

Art. 4. Aan de in artikel 3 bedoelde gemeenten wordt een vaste toelage van 500 000 frank toegekend wanneer hun openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een maatschappelijk werker voltijds of deeltijds aanstelt voor de coördinatietaak bedoeld in artikel 62 van de organieke wet van 8 juli 1978 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Dat vast bedrag wordt vermeerderd met een bedrag van 100 000 frank per openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn dat zich bij overeenkomst bij het in vorig lid bedoeld openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn aansluit. In dit geval bepaalt de overeenkomst de aandelen van de toelage die aan elke betrokken gemeente toekomt.

Indien de coördinatietaak door een deeltijdse maatschappelijk werker waargenomen wordt, worden de bedragen tot het passende beloop verminderd; de prestaties worden in tienden berekend

Art. 5. Na toekenning van de in artikel 4 bedoelde toelagen, wordt het saldo van de in artikel 3 bedoelde dotatie omgeslagen als volgt :

1° 25 % naar rata van de door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn verkregen subsidies met het oog op de toekennig van het recht op een bestaansminimum;

2° 10 % naar rata van het aantal erkende bedden in rustoorden voor bejaarden en/of rust- en verzorgings-tenhuizen, beheerd door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, als ook naar rata van de door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn genomen aandelen in de intercommunales en/of de verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1978 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die dat soort instellingen beheren;

3° 8 % naar rata van het aantal erkende bedden in de door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn beheerde instellingen welke het onderbrengen van minderjarige kinderen ten doel hebben;

4° 8 % naar rata van het aantal hetzij door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, hetzij door een privé of een openbare dienst waarmee het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een schriftelijke overeenkomst heeft ondertekend, thuis bezorgde maaltijden;

5° 5 % naar rata van de nettolasten gedragen door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in het kader van thuisverzorgingsdiensten georganiseerd door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of vervuld in het kader van een schriftelijke overeenkomst met dit laatste;

6° 12 % naar rata van het aantal uren vervuld door erkende gezins- en bejaardenhulpdiensten in het kader van een schriftelijke overeenkomst met het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of door dit laatste georganiseerd;

7° 1 % naar rata van de door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn gedragen nettolasten voor het onderbrengen van bejaarden in erkende rustoorden en/of rust- en verzorgingstehuizen zonder winstdoel, waarvan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn het beheer noch voor eigen noch voor gemeenschappelijke rekening waarneemt;

8° 25 % naar rata van het aantal maatschappelijke werkers die het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in die hoedanigheid tewerkstelt;

9° 6 % naar rata van de gerechtvaardigde onkosten gedragen door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en rechtstreeks voortvloeiend uit de plaatsing van een gebruiker in een inrichting van sociaal-economische opname.

Art. 6. De in artikel 5 bepaalde criteria worden, alvorens omgeslagen te worden, vermenigvuldigd met de fiscale coëfficiënt en de verbeterde factor bedoeld in de artikelen 15 en 17 van het decreet van de Waalse Gewestraad van 20 juli 1989 tot vaststelling van de regelen inzake algemene financiering van de Waalse gemeenten.

Art. 7. Het in artikel 5, 2°, bedoelde criterium, vermenigvuldigd zoals aangegeven in artikel 6 wordt bovendien voorzien van een per administratief arrondissement vastgestelde coëfficiënt, zonder dat de gegevens betreffende de gemeenten Charleroi en Luik in aanmerking genomen worden.

Deze coëfficiënt wordt vastgesteld als volgt :

— de bevolking die volgens de laatste algemene telling ouder is dan 65 jaar, wordt gedeeld door de totale bevolking van het arrondissement; dezelfde berekening wordt uitgevoerd voor de bevolking van het Waalse Gewest;

— daarna wordt het verschil gemaakt tussen het per arrondissement verkregen resultaat enerzijds en het voor het Waalse Gewest verkregen resultaat anderzijds;

— het positieve of negatieve verschil wordt met zijn teken aan de eenheid toegevoegd om de in vorig lid bedoelde coëfficiënt te vormen.

Art. 8. De in artikel 4 bedoelde vaste bedragen worden toegekend op het voorstel van de Ministers van de Franse Gemeenschap en van de Duitstalige Gemeenschap belast met sociale zaken.

Zij worden in hun geheel of voor de helft berekend al naargelang de sociale coördinatie op 1 januari of op 1 juli van het omslagjaar georganiseerd wordt.

Art. 9. De in 1° van artikel 5 bedoelde subsidies van « bestaansminima » zijn degenen die voortkomen uit het voorlaatste jaar dat het omslagjaar voorafgaat.

Art. 10. Het in 2° en 3° van artikel 5 bedoeld aantal bedden is dat welk op 31 december van het voorlaatste jaar dat het omslagjaar voorafgaat wordt vastgesteld.

Art. 11. Het aantal thuis bezorgde maaltijden bedoeld in 4° van artikel 5 is het aantal maaltijden opgediend tijdens het voorlaatste jaar dat het omslagjaar voorafgaat.

Art. 12. De in 5° van artikel 5 bedoelde nettolasten komen voort, hetzij uit de rekeningen van het voorlaatste jaar dat het omslagjaar voorafgaat in het geval van thuisverzorging georganiseerd door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, hetzij uit de door dit laatste ondertekende overeenkomst in het geval van thuisverzorging vervuld door een privé- of een openbare dienst.

Art. 13. Het in 6° van artikel 5 bedoeld aantal uren is het aantal uren dat door de gezins- en bejaarden-hulpsters ten behoeve van de rechthebbenden verricht wordt tijdens het voorlaatste jaar dat het omslagjaar voorafgaat en dat het voorwerp is geweest van een financiële tussenkomst vanwege het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

Art. 14. De in 7° van artikel 5 bedoelde nettolasten komen voort uit de berekeningen van het voorlaatste jaar dat het omslagjaar voorafgaat.

Art. 15. De in 8° van artikel 5 bedoelde maatschappelijke werkers zijn die welke tewerkgesteld zijn op 31 december van het voorlaatste jaar dat het omslagjaar voorafgaat, behalve de personen met precair statuut (tewerkgestelde werklozen, BTK,DAC, RVA-stagiairs, gesubsidieerde contractuelen). Voor de deeltijdse maatschappelijke werkers worden de prestaties in tiende berekend.

Art. 16. De plaatsing in een inrichting van sociaal-economische opname bedoeld in 9° van artikel 5 van onderhavig besluit moet voortvloeien uit een arbeidsovereenkomst en een socio-pedagogisch overeenkomst. Alleen de onkosten ten laste van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn bij toepassing van artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 19876 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn zullen in aanmerking genomen worden zoals zij voortkomen uit de berekeningen van het voorlaatste jaar dat het omslagjaar voorafgaat.

Art. 17. Worden in aanmerking genomen voor de toepassing van artikel 6 :

1° de opbrengst van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting medegedeeld door het Ministerie van Financiën voor het voorlaatste belastingjaar dat het omslagjaar voorafgaat;

2° het bedrag van andere gemeentelijke heffingen en belastingen dan de in 1° bedoelde belasting en die als vastgestelde rechten voor het dienstjaar worden ingeschreven in de gewone dienst van de gemeenterekeningen van het voorlaatste jaar dat het omslagjaar voorafgaat;

3° het belastbaar kadastraal inkomen voortkomend uit de inlichtingen meegedeeld door het Hoofdbestuur van het Kadaster van het Ministerie van Financiën en betreffende het voorlaatste belastingjaar dat het omslagjaar voorafgaat.

Art. 18. Een voorschot gelijk aan 50 % van de aan de gemeenten toegekende dotaties voor het jaar dat het omslagjaar voorafgaat, wordt in de loop van de maand februari vereffend.

Het saldo wordt vereffend zodra de omslagparameters beschikbaar zijn, en uiterlijk op 31 december van het omslagjaar.

Art. 19. De bepalingen van artikel 29 van het decreet van 20 juli 1989 van de Waalse Gewestraad tot vaststelling van de regelen inzake algemene financiering van de Waalse gemeenten zijn op onderhavig besluit toepasselijk.

Art. 20. De Executieve kan het bedrag van de in artikel 4 vermelde vaste bedragen jaarlijks herzien.

Art. 21. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 22. De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale besturen, gesubsidieerde Werken en Water is belast met de uitvoering van dit besluit en afgevaardigd voor de vereffening van de dotaties en voorschotten.

Namen, 30 april 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met de Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. COOLS

ANDERE BESLUITEN

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

Nationale Raad voor Wetenschapsbeleid Benoemingen. — Ontslagen

Bij koninklijk besluit van 18 september 1990, dat in werking treedt op 1 oktober 1990, worden benoemd tot lid van de Nationale Raad voor Wetenschapsbeleid :

— de heer Gilbert De Swert, hoofd van de studiedienst van het Algemeen Christelijk Vakverbond van België, ter vervanging van de heer Ignaas Lindemans, waarvan hij het mandaat overneemt;

— de heer Jacques Fostier, secretaris van de Waalse Interregionale van het Algemeen Belgisch Vakverbond, ter vervanging van de heer Jean Gayetot, waarvan hij het mandaat overneemt;

— de heer Jan Renneboog, rector van de Vrije Universiteit Brussel, ter vervanging van de heer Sylvain Loccufier, waarvan hij het mandaat overneemt;

— Mevr. Françoise Thys-Clement, rector van de « Université libre de Bruxelles », ter vervanging van de heer Georges Verhaegen, waarvan zij het mandaat overneemt;

— de heer Robert Voorhamme, nationaal secretaris van het Algemeen Belgisch Vakverbond, ter vervanging van de heer Gilbert Eggermont, waarvan hij het mandaat overneemt;

— de heer François Willekens, attaché bij de studiedienst van het Algemeen Christelijk Vakverbond van België, ter vervanging van de heer Geert Van Haverbeke, waarvan hij het mandaat overneemt.

AUTRES ARRÊTÉS

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Conseil national de la Politique scientifique Nominations. — Démissions

Par arrêté royal du 18 septembre 1990, qui entre en vigueur le 1^{er} octobre 1990, sont nommés membre du Conseil national de la Politique scientifique :

— M. Gilbert De Swert, chef du service d'études de la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique, en remplacement de M. Ignaas Lindemans, dont il reprend le mandat;

— M. Jacques Fostier, secrétaire de l'Interrégionale Wallonne de la Fédération Générale du Travail de Belgique, en remplacement de M. Jean Gayetot, dont il reprend le mandat;

— M. Jan Renneboog, recteur de la « Vrije Universiteit Brussel », en remplacement de M. Sylvain Loccufier, dont il reprend le mandat;

— Mme Françoise Thys-Clement, recteur de l'Université libre de Bruxelles, en remplacement de M. Georges Verhaegen, dont elle reprend le mandat;

— M. Robert Voorhamme, secrétaire national de la Fédération générale du Travail de Belgique, en remplacement de M. Gilbert Eggermont, dont il reprend le mandat;

— M. François Willekens, attaché au service d'études de la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique, en remplacement de M. Geert Van Haverbeke, dont il reprend le mandat.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

27 SEPTEMBER 1990. — Koninklijk besluit houdende benoeming van de voorzitter en van de leden van de Hoge Raad voor de nijverheidseigendom en vernieuwing van het mandaat van sommige leden van die Raad

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 januari 1985 betreffende de specifieke vertegenwoordiging van de middenstand in adviesorganen;

Gelet op het besluit van de Regent van 31 januari 1949 houdende oprichting van een Hoge Raad voor de nijverheidseigendom;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 oktober 1987 houdende benoeming van de voorzitter en van leden van de Hoge Raad voor de nijverheidseigendom en vernieuwing van het mandaat van sommige leden van die Raad;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De heer Gevers, Florent, octrooigemachtigde, wordt voor een termijn van drie jaar tot voorzitter van de Hoge Raad voor de nijverheidseigendom benoemd.

Art. 2. Wordt vernieuwd voor een termijn van drie jaar het mandaat van lid van de Hoge Raad voor de Nijverheidseigendom van :

De heer Braun, A., advocaat bij de balie van Brussel;

De heer Chomé, M., advocaat bij de balie van Brussel;

De heer De Gryse, L., advocaat bij het Hof van Cassatie;

De heer Dellicour, P., octrooigemachtigde;

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

27 SEPTEMBRE 1990. — Arrêté royal portant nomination du président et de membres du Conseil supérieur de la propriété industrielle et renouvellement du mandat de certains membres de ce Conseil

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 janvier 1985 relative à la représentation spécifique des classes moyennes dans certains organes consultatifs;

Vu l'arrêté du Régent du 31 janvier 1949 portant création d'un Conseil supérieur de la propriété industrielle;

Vu l'arrêté royal du 6 octobre 1987 portant nomination du président et de membres du Conseil supérieur de la propriété industrielle et renouvellement du mandat de certains membres de ce Conseil;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. M. Gevers, Florent, conseil en brevets, est nommé, pour un terme de trois ans, président du Conseil supérieur de la propriété industrielle.

Art. 2. Est renouvelé, pour un terme de trois ans, le mandat de membre du Conseil supérieur de la propriété industrielle de :

M. Braun, A., avocat au barreau de Bruxelles;

M. Chomé, M., avocat au barreau de Bruxelles;

M. De Gryse, L., avocat à la Cour de cassation;

M. Dellicour, P., conseil en brevets;